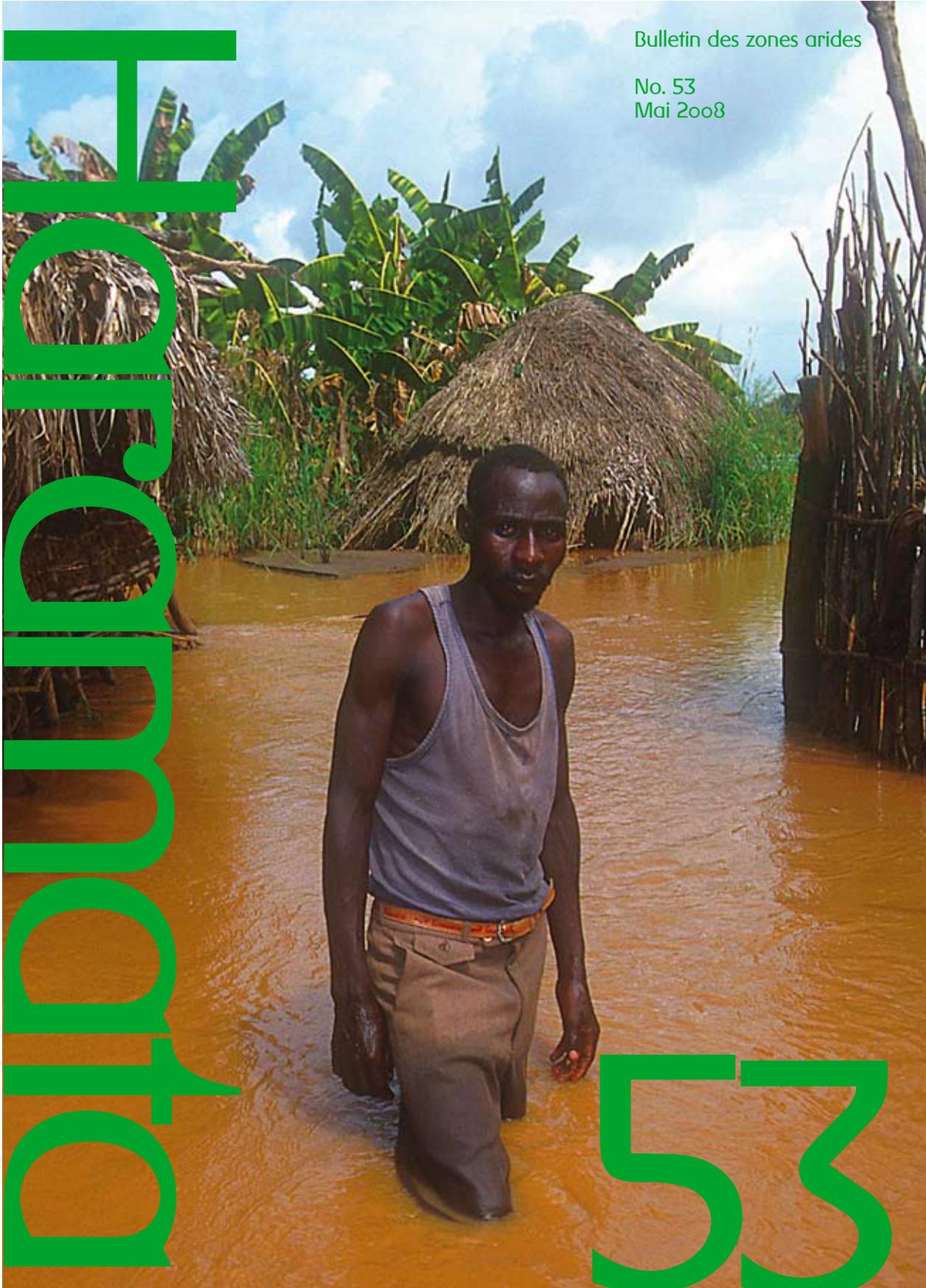


Bulletin des zones arides

No. 53
Mai 2008

T O J O U R N A L D E L A R I D I T É

53



Dans ce numéro

Mai 2008

4 Infos

10 Débat

Le problème n'est pas lié
au genre mais au patriarcat

Elizabeth Kharono

L'éducation : un prétexte pour
exploiter le peuple ?

Michael Ochieng Odhiambo

14 Zoom sur le changement climatique

Comment le changement
climatique touchera-t-il
les zones arides ?

Simon Anderson

Sécheresse ? Déluge ?

Ou un peu des deux ?

Julian Quan

Un parapluie juste
par précaution ?

Victor Orindi & Tony Nyong

Vivre avec le changement
climatique dans la province
de Limpopo

Coleen Vogel & Gina Ziervogel

Les PANA peuvent vous
préparer au changement

Sumaya Ahmed Zakiideen

Les impacts de la chaleur
sur le bétail

Emma Archer & Mark Tadross

Changement climatique – quelles
implications pour les habitants
des milieux ruraux arides ?

Katharine Vincent

24 Comptes rendus

Plantation d'arbres et droits
fonciers au Mont Elgon

Chris Lang

“Les principaux problèmes
sont les politiciens et les
calomnieurs”

Denis Slieker & Martijn Snoep

28 Innovations

La technologie WorldSpace :
l'information sous un autre jour

Noah Lusaka

Miroirs : une façon propre
d'éclairer le monde

32 Livres & ressources

35 Avis de décès

36 Haramata : nos plats du jour

Le village de Rhoka inondé, dans
la vallée du fleuve Tana, au Kenya
G. Griffiths/Christian Aid/Still Pictures



Le pétrole peut-il être une manne salvatrice ?

DE QUOI L'AVENIR sera-t-il fait pour les zones arides de la planète ? C'est là une question qui revient souvent et qui appelle peu de réponses catégoriques – et encore moins de réponses encourageantes. Dans ce numéro, pour ce qui est de l'Afrique tout au moins, il y a deux indicateurs qui pourraient laisser espérer une chance de progrès si les décideurs des politiques publiques parviennent à faire le lien entre eux.

L'un d'eux est le reportage qui figure dans notre rubrique Infos (voir page 5) qui affirme que nombre de pays de la zone sahélienne, de la Mauritanie à l'Éthiopie, se réjouissent à présent d'une sacrée aubaine avec l'apparition d'un nouveau revenu issu de la prospection pétrolière. Au cours des 3 à 4 années qui viennent, calcule un expert, l'industrie de l'or noir aura investi jusqu'à 50 milliards de dollars en Afrique – plus du double de son niveau d'investissement au cours des sept dernières années.

Quant à l'indicateur N° 2, il se trouve dans nos pages "Zoom sur le changement climatique" et pointe du doigt de quelles façons le changement climatique pourrait

rendre la vie des populations des zones arides encore plus difficile au fil de la prochaine génération. À en croire l'amas de preuves dont on dispose désormais, une seule conclusion s'impose : d'énormes efforts seront requis pour compenser les effets potentiels désastreux du changement climatique sur des millions de gens parmi les plus vulnérables.

Les budgets d'aide ayant des allures de peau de chagrin, reste à savoir où l'on pourra trouver l'argent pour financer ces efforts. Pour un certain nombre de pays, la solution serait de se tourner vers leurs nouveaux, ou tout au moins récemment exploités, revenus pétroliers, revenus qu'ils n'auraient jamais osé imaginer quelques années plus tôt. Mais, comme le montre notre rubrique Infos, nombreux sont les pays qui ne disposent pas des structures politiques et autres nécessaires pour veiller à ce que les recettes pétrolières profitent vraiment à tous et non seulement à quelques privilégiés. Le cas de l'Angola est une parfaite illustration qu'il faudrait se hâter de porter à l'attention des décideurs des autres pays d'Afrique avant qu'il ne soit trop tard.

Dossiers

Nous avons le plaisir de joindre trois Dossiers à ce numéro de *Haramata* :

147 L'information foncière, bien commun et ressource stratégique. Le cas du Bénin.

Pierre-Yves Le Meur

148 Droits pastoraux, modes de vie et adaptation au changement climatique.

Michele Nori, Michael Taylor et Alessandra Sensi

149 Foncier et décentralisation. L'expérience du Sénégal. *Jacques Faye*

Continuez à nous envoyer vos contributions !

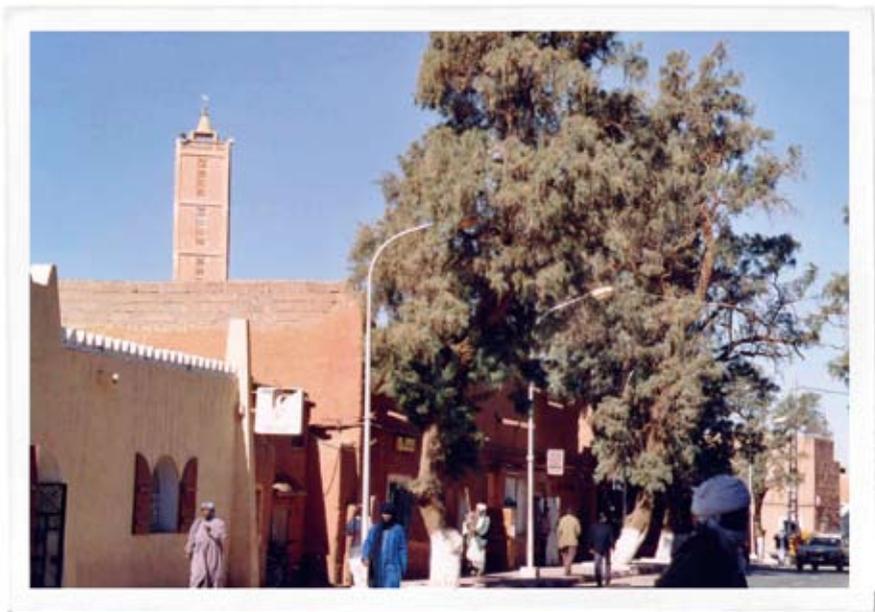
Tamanrasset sera-t-elle le nouveau Tombouctou ?

NOUVEAU CARREFOUR pour le Sahara et le Sahel et centre économique et culturel prospère qui disperse son influence dans toute la région – c'est ainsi que l'Algérie voit l'avenir de sa cité méridionale de Tamanrasset. Et le gouvernement promet des investissements massifs dans le secteur de l'eau, du logement, de l'éducation et des services publics pour faire de cette vision une réalité.

Le président algérien, Abdelaziz Bouteflika, a commencé l'année par une visite à Tamanrasset, la pièce maîtresse de son Programme de développement complémentaire spécial pour le sud du pays, doté d'un énorme budget de 377 milliards de dinars (environ 3,8 milliards d'euros). C'est un projet titanesque rendu possible par les recettes pétrolières du pays, qui a vu ses réserves en devises étrangères exploser à plus de 110 milliards de dollars US en 2007.

Capitale administrative de la *wilaya* (région) éponyme, qui occupe la moitié de la superficie du territoire algérien, la ville de Tamanrasset est déjà, de par sa taille, comparable à d'autres grands centres sahéliens comme Agadez, Mopti et Gao. Or elle aura de fortes chances de les supplanter si ce programme atteint ses objectifs.

D'ores et déjà la ville de Tam, comme on la surnomme, a bénéficié d'investissements à grande échelle ces dernières années, y compris un campus universitaire construit en un temps record et capable d'accueillir



La ville de Tamanrasset

2.000 étudiants. L'une des priorités absolues du nouveau programme sera l'aménagement d'un réseau d'adduction d'eau qui traversera 750 kilomètres de désert. Il est ensuite prévu d'élargir l'université pour qu'elle puisse accueillir 2.000 étudiants supplémentaires.

Si les investissements de l'Algérie parviennent à faire de Tamanrasset l'étoile la plus brillante de la constellation sahélienne, il se pourrait que d'ici peu quelqu'un surnomme la ville "nouveau Tombouctou". À ses heures de gloire au XVI^e siècle, Tombouctou était un centre religieux et universitaire de renom ; son université accueillait jusqu'à 20.000 étudiants.

i *Jeune Afrique*, 13 janvier 2008 ;
La Tribune, Algiers (www.allafrica.com).

Le jackpot pétrolier : un gagnant sur un million

TANDIS QUE LES GOUVERNEMENTS de par le continent annoncent de nouveaux marchés presque tous les mois, la ruée vers l'or noir africain semble bien placée pour transformer l'économie de la région et ses zones arides en particulier. Dans l'ensemble du Sahel, les gouvernements vendent désormais des droits de prospection ou attendent de voir le pétrole couler à flots.

Néanmoins, plusieurs analystes internationaux se demandent si les nouvelles nations productrices disposent réellement des structures politiques et administratives requises pour faire en sorte que cette nouvelle manne bénéficie à tous et pas seulement aux riches. Et de citer l'Angola comme triste référence : 15 millions d'habitants ; le taux de croissance économique le plus élevé au monde (31 % attendu en 2007) ; production de plus d'un million de barils de pétrole par jour ; et pourtant, les performances du pays figurent parmi les pires au monde en termes de réduction de la pauvreté. Un seul pays a une mortalité infantile supérieure et le manque d'eau salubre est en grande partie responsable d'une récente épidémie de choléra qui a touché 80.000 personnes et fait 3.000 victimes.

D'après un auteur, John Ghazvinian, qui s'est rendu dans la plupart des principaux pays subsahariens producteurs de pétrole dans le cadre des recherches effectuées pour son dernier ouvrage, la disparité entre riches et pauvres à Luanda, la capitale de l'Angola, est criante. Malgré l'extrême pauvreté, des immeubles de luxe surgissent du sol, dans lesquels des compagnies pétrolières louent des appartements destinés à leur personnel moyennant des loyers atteignant 15.000 dollars par mois.

Les compagnies pétrolières ont investi US\$20 milliards dans la prospection et la production en Afrique depuis 1990, estime Ghazvinian, mais cette somme n'est rien comparée aux \$50 milliards qu'elles comptent dépenser au cours des 3 à 4 prochaines années. Néanmoins, la plupart des Africains n'en tirent guère de bénéfice – et nombre d'entre eux sont encore appauvris par l'appréciation de la monnaie nationale, qui rend les exportations peu attrayantes. Il en résulte que les pays exportateurs de pétrole deviennent bien souvent tributaires de leurs importations, entraînant la ruine de leur secteur agricole et de leurs industries traditionnelles.

De surcroît, explique-t-il, l'argent tiré de l'or noir est souvent source de corruption, au lieu d'encourager les politiciens à investir dans la prospérité à long terme de leur pays. Les gouvernements occidentaux et les compagnies pétrolières sont généralement d'avis qu'une fois qu'ils ont payé leur pétrole, ce à quoi sert l'argent ne les regarde pas.

De telles évaluations offrent une mise en garde salutaire aux décideurs et aux agents du développement alors que la ruée vers l'or noir africain s'accélère. Comme le gros lot d'une loterie, elle fait miroiter des espoirs de richesses soudaines – mais le plus souvent, seul un joueur sur un million gagnera.

① *“Angola: le bugie del petrolio,” in Volontari per lo Sviluppo, décembre 2007 ; John Ghazvinian, Untapped: The scramble for Africa's oil, Harcourt Books, 336 pages, US\$25.*

Une première lueur d'espoir en Somalie

ALORS QUE LE PEUPLE DE SOMALIE sombrait dans un désastre humanitaire de plus en plus aigu au début de 2008, les premiers signes d'une tentative de paix sont apparus entre le gouvernement fédéral de transition (TFG) et l'opposition islamique.

En février, le nouveau Premier Ministre de Somalie, Nur Adde Hassan Hussein, de retour

d'une visite à Addis-Abeba, Paris et Bruxelles, a réaffirmé son engagement envers des pourparlers de paix. Dans le même temps, la Ligue arabe tentait d'organiser une prise de contact entre les parties, saisissant l'avantage de la présence au Caire des représentants du gouvernement somalien et des chefs des Tribunaux islamiques.

Ces nouveaux efforts de paix semblent traduire un changement dans la politique des États-Unis, qui admettent tacitement l'échec de leur tentative visant à éliminer les Tribunaux islamiques avec l'aide de l'armée éthiopienne. Au lieu de cela, l'administration Bush et le TFG cherchent à présent à diviser les forces islamiques de l'Alliance pour la libération de la Somalie (ARS), soi-disant modérées, de la milice islamiste, al Shabaab, plus dure et censée avoir des liens avec Al-Qaïda.

Vers la fin de 2007, la secrétaire adjointe au Ministère américain des Affaires africaines, Jendayi Frazer, semblait signaler le changement de politique en déclarant dans une interview que la flambée de violence à Mogadiscio était imputable au TFG et à des troupes éthiopiennes ainsi qu'à des extrémistes politiques. “Il est temps pour les modérés de Somalie de se faire entendre et de travailler pour mettre un terme à la violence chronique”, a-t-elle déclaré à la radio Voice of America.

Devant la détérioration de la situation sécuritaire, les Nations Unies ont provisoirement suspendu leurs opérations en février et plusieurs ONG internationales stoppaient leurs programmes aux portes de la capitale. Ceci n'a fait qu'aggraver le sort des presque deux millions de personnes ayant, d'après l'ONU, un besoin de secours d'urgence.

La flambée des prix alimentaires fait que, pour de nombreux citoyens, il est devenu impossible de nourrir leur famille. Et les paysans et éleveurs des provinces du centre et du sud ont perdu la majeure partie de leur bétail et souffrent d'un cruel manque d'eau.

Plus d'un an après leur arrivée, la présence

des troupes éthiopiennes – rejetée en bloc par bon nombre de Somaliens – reste le plus gros obstacle à toute négociation de paix. Le fait que le TFG leur ait donné l'ordre de se retirer de certaines zones sera peut-être perçu comme un acte de conciliation.

① www.allafrica.com/somalia
www.garoweonline.com

Sahara occidental : les risques d'une impasse

LE MAROC ET LE FRONT POLISARIO sont restés dans l'impasse en janvier lors de leur troisième rencontre sous l'égide de l'ONU pour tenter de trouver "une solution juste, durable et mutuellement acceptable" à l'avenir du Sahara occidental. Bien qu'il n'y ait pas eu le moindre premier pas d'un côté ou de l'autre, un quatrième cycle de négociation a été programmé pour la mi-mars.

Lors d'une rencontre de trois jours à Tifariti, au Sahara occidental, en décembre, le Polisario a décidé d'attendre son prochain congrès en juin-juillet (lorsque les résultats des pourparlers de l'ONU devraient être connus) avant de décider de reprendre ou non sa guerre avec le Maroc. Cette guérilla de 15 ans avait été suspendue en 1991 lorsqu'un cessez-le-feu avait déclenché une mission onusienne (MINURSO), destinée

à superviser le référendum exigé par le Polisario sur l'avenir du territoire.

Toutefois, le Maroc est resté aux commandes de facto du Sahara occidental, au mépris des résolutions répétées de l'ONU, et ses ressortissants ont été encouragés à s'y installer. Les deux camps ont des vues diamétralement opposées sur la question de savoir qui devrait avoir le droit de voter dans un référendum, aussi il n'a pas eu lieu.

Si le conflit s'embrase à nouveau, le Maroc aura l'avantage non négligeable de disposer de l'appui militaire des États-Unis. A la fin de 2007, le Pentagone a annoncé qu'il allait vendre au Maroc 24 avions de combat F-16 moyennant 2,4 milliards de dollars US, déclarant que le gouvernement marocain était "une force importante pour la stabilité politique de l'Afrique du Nord". Les Sahraouis semblent voir les choses autrement.

Selon l'ONG américaine Freedom House, le Sahara occidental est l'une des sociétés les plus réprimées au monde.

① www.africa.reuters.com
www.vest-sahara.no

S'AGIT-IL DU MAROC ET DU POLISARIO ?

Non, ce sont deux combattants du Sahara beaucoup plus anciens : à gauche, *Eocarcharia*



Dinops ; et à droite, *Kryptops Palaios* – leurs portraits respectifs sont tirés des fossiles de deux dinosaures carnivores récemment découverts et qui vivaient dans le Sahara il y a plus de 100 millions d'années. Les fossiles ont été mis au jour par Paul Sereno, paléontologue américain, au cours d'une expédition en 2000, mais les images viennent d'être publiées dernièrement. *Kryptops*, dit-on, était environ de la taille d'une hyène.

Xinhua

Du vernis pour beaucoup de villes – mais qu'en est-il des villages ?

PLUSIEURS CAPITALES AFRICAINES connaissent actuellement leur plus grande transformation depuis l'époque coloniale. Nouveaux aéroports, quartiers d'affaires relookés, nouveaux axes routiers et des dizaines d'hôtels de luxe surgissent sur le continent, financés par des recettes pétrolières, des prêts gouvernementaux et des investissements privés en plein essor.

L'exemple le plus spectaculaire de croissance urbaine rapide en Afrique est sans doute celui de la capitale soudanaise, **Khartoum**. Là, de gigantesques projets de construction sont en train de transformer ce qui était une ville relativement endormie en une métropole clinquante. Deux nouveaux hôtels ont récemment vu le jour (dont un complexe de 19 étages financé par le gouvernement libyen) et un pont suspendu enjambant le Nil a été construit par des ingénieurs chinois. La Chine a réalisé des investissements massifs dans des infrastructures routières, ainsi que des raffineries pétrolières, des oléoducs et des barrages.

Tout un nouveau quartier économique de Khartoum se dessine, avec des bureaux luxueux, des villas et hôtels de prestige. Un aéroport de 500 millions de dollars US devrait ouvrir ses portes dans trois ans et, en prime, la Chine a fait cadeau au Président soudanais al-Bashir d'un prêt de \$13 millions sans intérêt pour qu'il puisse se construire un nouveau palais présidentiel.

Pendant ce temps, à la pointe occidentale du continent, un autre boom du bâtiment embrase **Dakar** alors que le Président Abdoulaye Wade cherche à réaliser son rêve et faire de Dakar l'une des villes d'Afrique les plus attrayantes. Des capitaux privés et publics de l'étranger sont mobilisés pour construire un nouvel aéroport international et des axes autoroutiers, un centre de conférence et un pôle industriel ainsi que de nouveaux hôtels de luxe – tout cela pour un coût total estimé à 3 milliards de dollars US ou plus.

Au moment de l'indépendance, il y a un demi-siècle, la population de Dakar était d'environ 200.000 habitants ; elle atteint aujourd'hui un chiffre estimé à 3.000.000. Le gouvernement reconnaît que de nouvelles infrastructures modernes s'imposent désespérément et les investisseurs privés



La tour Al Fatih à Khartoum

s'efforcent de ne pas manquer le coche tandis que les prix fonciers explosent.

Même dans des capitales de moindre envergure, comme **Bamako**, le boom immobilier fait rage. Outre des hôtels cinq étoiles, la construction de toute une



Le chantier de la Cité administrative à Bamako

Cité administrative avec des bureaux de l'administration et des ministères gouvernementaux est déjà bien avancée non loin du centre-ville affairé.

Tout comme le Président Wade du Sénégal, nombre d'Africains considéreront ces villes en pleine expansion comme une source de fierté. D'autres, pourtant, redoutent que ces nouveautés ne viennent encore creuser l'écart entre la petite minorité prospère et le reste de la population.

Quarante pour cent de la population urbaine du Sénégal habite des bidonvilles et la hausse des prix fonciers fait qu'il est de plus en plus difficile pour ces gens d'acquérir une maison bien à eux. Les pauvres des zones urbaines sont écartés dans des quartiers insalubres et à risque, où ils peuvent devenir les victimes d'inondations ou de maladies hydriques comme la diarrhée ou le choléra.

i Pour une analyse plus détaillée de la fièvre du bâtiment à Dakar, lisez l'article de Mansour Tall qui sera publié dans notre prochain numéro.

Pas de QG militaire américain en Afrique pour le moment

“Non merci, sans façon” a été la réaction invariable des gouvernements africains que les États-Unis, en quête d'un quartier général pour leur nouveau commandement unifié pour l'Afrique (Africom), ont approchés. Aussi ils ont, pour l'instant, décidé de maintenir le QG d'Africom à Stuttgart, en Allemagne, aux côtés de leur Commandement européen.

Africom devrait passer d'un effectif de 300 personnes au début de l'année à 1.300 lorsque le commandement deviendra pleinement opérationnel en octobre. Environ 40 % de son personnel serait constitué de civils représentant toute une panoplie de services gouvernementaux américains.

Précédemment, le ministère d'État avait déclaré qu'il souhaiterait établir la base d'Africom au Liberia, alors que le Pentagone préférerait le Kenya jusqu'à ce que les troubles, au lendemain des récentes élections présidentielles, annihilent ces projets. Des rapports ont ensuite suggéré que le choix définitif se reportait sur Tan Tan dans le sud du Maroc, près de la frontière avec le Sahara occidental, mais les risques politiques d'un tel emplacement semblent avoir incité les États-Unis à retirer provisoirement toutes les options.

i www.africa.reuters.com (28/1/08) ; www.alterinfo.net

Les deux contributions à notre rubrique Débat font partie de la guerre d'usure que se livrent traditionalistes et modernistes dans l'arène du développement. Elizabeth Kharono est d'avis que les valeurs liées au genre sont universelles et qu'il est insensé d'essayer de les ajuster aux "réalités africaines". Pour Michael Ochieng Odhiambo, les organisations de la société civile sont importantes pour les communautés pastorales – toutefois, si elles sont contrôlées par l'élite traditionnelle, le peuple dans son ensemble risque de ne pas pouvoir s'exprimer.

Le problème n'est pas lié au genre mais au patriarcat

par Elizabeth Kharono

DANS SON ARTICLE "Ancrer les questions liées au genre dans les réalités africaines" (*Haramata* 52), Senorina Wendoh soutient que le concept de genre est "étranger" aux réalités africaines. S'appuyant entièrement sur les conclusions des recherches du réseau Transform, qui se trouve être un réseau d'organisations européennes, Wendoh soutient que les concepts de genre sont façonnés ailleurs avant d'être "régurgités" en Afrique. Elle estime qu'une définition locale du genre, propre à l'Afrique et susceptible de recueillir le consensus "de toute la société", est une proposition réaliste. Elle reste généralement de marbre devant "les succès marqués par l'émancipation des femmes" en Afrique et s'apitoie sur le sort des femmes des communautés locales qu'elle décrit comme étant démunies et dépendantes.

L'article de Senorina Wendoh fait montre d'une confusion indéniable sur ce qu'est le genre. Si le genre est un concept et un outil analytique qui nous permet d'examiner ce que sont les femmes par rapport aux hommes de

la même catégorie, alors l'idée qu'il nécessite une définition basée sur des réalités locales et qu'il puisse, à ce titre, être "unique" et qu'une communauté particulière, voire un continent, puisse "se l'approprier" tient de l'absurde. En retenant le genre comme un outil analytique, nous pouvons percevoir la répartition des droits, des responsabilités et des rôles entre hommes et femmes. Cela nous permet d'évaluer comment les relations de production d'une société donnée sont structurées en fonction du genre et comment l'accès et le contrôle par les femmes et les hommes des facteurs de production, y compris les terres, sont proportionnels à leur contribution à l'effort de travail et à la prise de décision.

L'analyse du genre démontre comment le privilège masculin envahit les relations sociales et comment le patriarcat détermine la distribution des rôles, des droits et des responsabilités. Le patriarcat en tant qu'idéologie, et la structure sociale patriarcale ne sont pas uniques à l'Afrique et ne sont pas



Kathrin Deepner/Sift Pictures

Discussions au cours d'une réunion sur le micro-crédit en Ouganda

non plus confinés aux communautés rurales d'Afrique.

Le problème que pose une transformation sociale lente et insuffisante en Afrique réside dans le fait que les interventions politiques et les institutions patriarcales tendent à perpétuer les causes structurelles de la marginalisation des femmes au lieu de les résoudre.

Je vous fais part de cette réaction après avoir participé au tout premier, et très réussi, Forum féministe en Ouganda.* Le Forum rassemblait et était facilité par des féministes ougandaises. Il offrait une tribune très attendue pour les militantes de la question du genre en Ouganda afin de réfléchir ensemble à ce que nous percevons comme un étiolement de la volonté politique et un rétrécissement de l'espace des groupes féminins de la société civile qui les empêchent de fonctionner de manière efficace.

L'objet du Forum était de s'attaquer aux principaux défis auxquels sont confrontées les organisations féminines et les ONG, y compris le leadership et la responsabilisation au sein des organisations féminines, l'épuisement des ressources destinées aux travaux liés au genre, la résistance bureaucratique à la question du genre, etc.

Nous avons débattu d'enjeux conceptuels de première importance. Nous nous sommes remises en question à propos du mythe qui prétend que les femmes des zones rurales sont moins émancipées que leurs consœurs intellectuelles qui sillonnent le globe. Nous avons évoqué le besoin de nous écarter des approches de surprotection maternelle pour ouvrir un dialogue avec les femmes des zones rurales – et les défis auxquels sont confrontées les femmes intellectuelles y compris la violence domestique, comment accepter notre diversité (des discussions réellement stimulantes qui gravitaient autour de l'industrie du sexe et de l'homosexualité !) etc. Nous nous sommes entraînées à relever le vrai défi qui consiste à donner une dimension politique aux enjeux personnels.

Tandis que nous partagions nos luttes individuelles et fêtions nos accomplissements collectifs, j'ai pris conscience du fait que nous avons beaucoup de choses à célébrer. De façon imperceptible, le mouvement des femmes d'Ouganda a mûri pour se transformer en un mouvement féministe crédible. Il m'est totalement impossible de voir ce qui s'est produit pendant le Forum comme un produit importé d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ce serait insulter l'intelligence de femmes africaines déterminées, lucides et engagées.

* Le Forum féministe a été organisé par *Akina Mama wa Africa* (AMwA). Pour un complément d'information, consultez www.akinamamawafrika.org



Elizabeth Kharono est actuellement directrice du Centre for Land Economy and Rights of Women (CLEAR) en Ouganda. Elle a travaillé avec des ONG nationales, régionales et internationales et dispose d'une vaste expérience des enjeux de gouvernance et de la société civile en Afrique orientale et australe. Elle est spécialiste des questions de genre et des droits des femmes.

Question aux pasteurs

L'éducation : un prétexte pour exploiter le peuple ?

par Michael Ochieng Odhiambo

LORS DE L'ÉVALUATION RÉCENTE d'un projet en vue d'améliorer les moyens d'existence de pasteurs locaux dans le nord de la Tanzanie, j'ai rencontré plusieurs agents de district qui m'ont affirmé que l'élite intellectuelle de la communauté Maa entravait le développement de son peuple. Cette élite, selon eux, est l'ennemie du développement car elle influence les communautés locales pour qu'elles rejettent les activités de développement susceptibles de les intégrer dans la vie économique, sociale et politique du pays. Les agents m'ont soutenu que l'élite locale voulait maintenir les communautés sous le joug d'un mode de vie qu'elle ne suit plus elle-même car le statu quo lui confère du pouvoir et de l'argent.

Les questions de ce genre n'ont rien de nouveau. Récemment, pourtant, elles ont acquis une nouvelle urgence en Afrique de l'Est avec la réapparition de programmes de réforme agressifs pilotés par l'État visant la modernisation des économies nationales et leur intégration dans le cadre économique mondial. Qu'il s'agisse de la Vision 2030 du Kenya, du Programme de l'Ouganda pour la Modernisation de l'Agriculture (PMA) ou du MKURABITA* de la Tanzanie, la quête est de transformer les systèmes de production des petites exploitations rurales pour les mettre au service d'un ordre du jour économique axé sur l'exportation. Les gouvernements perçoivent les investisseurs de moyenne et grande envergure

comme des acteurs essentiels de cette transformation et des interventions politiques sont mises en œuvre, en particulier dans le secteur foncier, afin de la rendre attrayante aux investisseurs étrangers. En Tanzanie, par exemple, une Banque foncière a été établie au sein du Centre d'investissements de Tanzanie pour faciliter la distribution de terres soi-disant "inoccupées" ou "sous-exploitées" aux investisseurs. Une partie de ce processus implique aussi la formalisation des accords d'occupation des sols (immatriculation foncière, octroi de titres individuels).

Les pasteurs et autres petits exploitants se trouvent au cœur de ce mouvement de modernisation, principalement du fait qu'elle est basée sur l'exploitation des vastes ressources naturelles situées, pour l'essentiel, dans des zones qu'ils occupent. Dans la pratique, malgré les politiques gouvernementales et les discours en faveur de la réduction de la pauvreté, le mouvement de modernisation se traduit pour les citoyens par une aliénation de leurs terres. Et c'est en grande partie en réponse à ce processus d'appauvrissement qu'un grand nombre de chefs pastoraux rejettent la vision de "modernisation" avancée par le gouvernement.

Néanmoins, les gouvernements perçoivent les individus et les groupes qui résistent à leurs politiques comme étant contre le



Martin Enghoff

L'établissement d'un mouvement de la société civile représentant la base devrait se faire d'aval en amont

développement. Pour bon nombre d'agents officiels, la réponse à la question posée en titre est donc "oui". Et c'est en partie ce qui explique la réapparition de questions sur le rôle de l'élite intellectuelle de ces communautés dans le processus de développement.

Mais même en dehors de ce débat, des questions sont soulevées par certains bailleurs, chercheurs et ONG concernant l'influence et l'impact de l'élite intellectuelle des communautés pastorales au sujet des interventions de développement.

Le problème crucial tient au fait que la population locale ne peut pas facilement demander des comptes aux nombreuses organisations de la société civile créées par cette élite depuis les années 1990. Il semble aussi qu'il n'y ait guère d'interaction entre les groupes récemment mis sur pied, souvent en zone urbaine, et les autorités coutumières basées en zone rurale qui, si elles sont moins puissantes que jadis, exercent encore un pouvoir considérable sur la population dans les zones pastorales. La situation est encore compliquée par le fait que les pasteurs et leurs

intérêts ont de multiples facettes et qu'à ce titre, ils n'ont pas de voix commune.

L'absence d'un mouvement fort et articulé de la société civile représentant la base et doté des compétences et de la confiance requises fait qu'elle est à la merci des idées des autres quant à ce qui lui convient le mieux. C'est le défi qui aurait dû être relevé il y a bien des années et qui doit à présent être attaqué de front pour que le pastoralisme, en tant que mode de vie, ait des chances de contribuer au développement social, économique et politique de l'Afrique de l'Est.

* Acronyme kiswahili de *Mpango wa Kurasimisha na Biashara ya Wanyonge Tanzania*, que l'on peut traduire comme Programme de formalisation de la propriété et des affaires en Tanzanie.



Michael Ochieng Odhiambo est directeur exécutif du Resource Conflict Institute (RECONCILE) basé à Nakuru au Kenya (www.reconcile-ea.org). Parmi ses domaines de recherche privilégiés figurent les politiques foncières et de ressources naturelles ainsi que le droit et les différends liés à l'environnement.

Comment le changement climatique touchera-t-il les zones arides ?

Les climatologues se comportent aujourd'hui à l'image de cette planète dont ils s'efforcent de prédire le comportement : la plupart nous mettent en garde "chaud devant !" ; quelques-uns persistent dans la voie du "plus froid et plus humide", et puis il y a ceux – à l'instar des chercheurs qui étudient le Sahel – qui admettent qu'ils n'en savent trop rien. Dans ces quelques pages, nous vous présentons une série d'instantanés concernant l'énigme du climat, qui aura un impact incertain, soit, mais sérieux, sur la vie de la prochaine génération.

par Simon Anderson

TOUT LE MONDE parle du changement climatique. Les gouvernements et les Nations Unies investissent beaucoup de ressources dans l'examen de cette question. Mais les chercheurs ne peuvent pas encore nous dire si cela voudra dire plus ou moins d'eau pour le Sahel. Il est primordial de répondre à cette question pour les populations pauvres d'Afrique de l'Ouest et des autres zones arides car le changement climatique aura une incidence majeure sur leur vie.

Projections climatiques

Si les chercheurs prédisent que les régions arides devraient subir des changements notables suite au réchauffement planétaire, il existe beaucoup d'incertitude sur ce que cela implique. La prédiction des réponses des écosystèmes des zones arides face à la hausse

des concentrations de CO₂ et au réchauffement planétaire est très incertaine aussi.

Les projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent que l'Afrique de l'Ouest est l'une des régions sur laquelle les modèles sont le plus en désaccord. En moyenne, les principaux modèles suggèrent une modeste hausse des précipitations dans le Sahel assortie de peu de changement sur la côte guinéenne, bien que certains modèles projettent un assèchement marqué ou au contraire un accroissement prononcé des précipitations dans la région.

Le changement climatique affecte les agriculteurs pauvres

Les communautés rurales des zones arides sont tributaires de l'agriculture pluviale et

Plan d'action de Bali

Le tout dernier cycle de négociations sur le climat s'est déroulé à Bali, en Indonésie en décembre 2007. Un résultat important de ces négociations est "la Feuille de route de Bali" qui renferme plusieurs éléments clés :

- le lancement d'un nouveau processus de négociation, conçu pour s'attaquer au changement climatique, dans le but d'y parvenir d'ici 2009 ;
- le lancement du Fonds d'adaptation ;
- une trajectoire à suivre pour réduire les émissions dues à la déforestation et promouvoir les transferts de technologie.

Ce plan ne renferme aucun engagement contraignant ; en revanche, il fournit un échéancier portant sur deux ans de pourparlers afin de façonner le premier avenant officiel à la Convention Cadre de 1992 sur les changements climatiques depuis le Protocole de Kyoto dix ans plus tôt.

Pour obtenir un complément d'information, consultez : http://unfccc.int/meetings/cop_13/items/4049.php

d'autres activités génératrices de revenu extrêmement vulnérables au changement climatique. Le fait que ces sociétés soient d'ores et déjà habituées à la variabilité du climat augmente sensiblement leurs chances de s'adapter au changement climatique, mais cela ne veut pas dire que leur capacité d'adaptation est sans limite.

Le cas des pasteurs

Le changement climatique touche les zones arides et les modes de vie des pasteurs, notamment en Afrique. La qualité, la quantité et la distribution spatiale des pâturages naturels et des points d'eau, si importants pour la survie du bétail durant la saison sèche, sont essentiellement déterminées par les précipitations ; ils risquent donc de devenir de plus en plus rares, épars et imprévisibles avec les changements du régime pluviométrique. Avec en outre les niveaux actuels de croissance démographique, cela va probablement déboucher sur une concurrence plus vive entre les communautés pastorales et avec les autres groupes et entraîner des conflits, voire des affrontements violents. De ce fait, l'accès aux pâturages devient plus difficile, d'où des pertes du cheptel et des moyens d'existence. Dans le nord-ouest du Kenya, par exemple, plusieurs années de faibles précipitations ont récemment entraîné la mort d'un grand nombre de bêtes

et débouché sur une grave crise alimentaire chez les pasteurs turkanas.

À plus long terme, les pasteurs vont sans doute diversifier davantage leurs moyens d'existence, au sein même du secteur de l'élevage (c.à.d. par une dépendance accrue envers des espèces plus résistantes à la sécheresse, comme les chameaux) mais aussi en dehors. Toutefois, ces efforts seront sans doute bridés par l'environnement hostile qui caractérise les zones pastorales d'Afrique. Au fil du temps, les groupes pastoraux abandonneront les zones plus arides qui ne seront plus viables pour se rendre dans des zones plus humides qui offrent des cycles pluviométriques plus prévisibles. Les services et les régimes fonciers de ces régions feront l'objet de pressions croissantes, ce qui exacerbera les relations entre les communautés et attisera les conflits.

Les articles suivants mettent en lumière les points de vue et l'expérience de certains de nos lecteurs en matière de changement climatique. Faut-il tableer sur plus de sécheresse ou sur des inondations ?

i *Évaluation des écosystèmes pour le millénaire :*
www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx
Panel d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : www.ipcc.ch

Simon Anderson est chercheur principal au sein du Groupe sur le changement climatique de l'IIED. Courriel : simon.anderson@iied.org

Sécheresse ? Déluge ? Ou un peu des deux ?

par Julian Quan

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE aura des répercussions notables sur les systèmes d'occupation foncière et d'utilisation des ressources naturelles dans l'ensemble du monde en développement, affectant les modes de vie des communautés et provoquant des déplacements de population. Les terres arides d'Afrique sont confrontées à la perspective d'une aridité plus marquée et d'une plus grande variabilité du climat, susceptibles de compromettre la viabilité de l'agriculture pluviale. Au Sahel, toutefois, les implications en termes de pluviométrie demeurent incertaines, plusieurs modèles prédisant des augmentations des niveaux de précipitations qui pourraient déboucher sur un verdissement temporaire en certains points du Sahel et en bordure du Sahara.

À mesure que le réchauffement climatique progresse, toutefois, la pluviométrie va probablement baisser et on peut s'attendre à une plus grande variabilité des conditions météorologiques. Plus récemment, dans l'ensemble du Sahel, une foule d'adaptations spontanées impulsées par les politiques permettent d'envisager l'avenir malgré l'incertitude. Tout d'abord, le pastoralisme offre un moyen d'exploiter le milieu semi-aride très variable en s'appuyant sur la mobilité du bétail et sur un accès souple et négocié aux pâturages et à l'eau. On peut aussi citer des échanges réciproques entre éleveurs et paysans sédentaires, une intensification des mesures de conservation des sols et de l'eau et des conventions locales afin de réglementer

l'accès aux ressources naturelles partagées entre les différents groupes ; une législation progressive, telle que le Code rural du Niger, qui prévoit la sécurité du régime foncier de même qu'un accès négocié aux corridors de transhumance ainsi qu'aux pâturages et aux sources d'eau.

Une étude récente par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture* souligne l'importance qu'il convient d'accorder au renforcement de ces mécanismes d'adaptation. Si un accroissement à court terme des précipitations se produit au Sahel, il serait peu prudent d'élargir l'agriculture en bordure du Sahara. Au lieu de cela, une surveillance à long terme des pâturages sahéliens par des groupes de pasteurs eux-mêmes pourrait faciliter la mobilité requise, en offrant assez de souplesse pour osciller entre cultures agricoles et élevage en fonction des conditions et en prévoyant un accès temporaire aux terres agricoles ou aux pâturages par le biais de baux fonciers.

* Brooks, N. 2006. Changement climatique, sécheresse et pastoralisme au Sahel. Note de discussion pour l'Initiative mondiale sur le pastoralisme durable, novembre 2006, UICN. Disponible à partir de : www.iucn.org/wisp/documents_english/climate_changes.pdf

Julian Quan est un chercheur en sciences sociales qui travaille sur les questions foncières, le développement territorial et la gouvernance rurale en Afrique et en Amérique latine ; il est basé à l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich. Courriel : J.F.Quan@gre.ac.uk

Un parapluie juste par précaution ?

par Victor Orindi et Tony Nyong

LES COMMUNAUTÉS DES ZONES ARIDES ont mis au point diverses stratégies pour faire face aux nombreux défis auxquels elles sont confrontées, notamment en cas de sécheresse. Mais le caractère plus fréquent et plus intense de phénomènes climatiques extrêmes anéantit certaines de ces stratégies. Aussi, les instituts agricoles et les partenaires du développement ont investi des ressources importantes pour élaborer des variétés de cultures et de bêtes résistantes à la sécheresse.

Néanmoins, de nouveaux modèles climatiques montrent que le Sahel et certains points des zones arides d'Afrique de l'Est risquent de connaître des précipitations accrues et non une recrudescence des sécheresses. Très peu d'efforts sont déployés pour préparer les communautés à ce scénario. Il est urgent de faire en sorte que nos scientifiques et les communautés des zones arides commencent à concevoir les inondations comme un risque possible.

Mieux encore, nous devrions préparer ces communautés au fait qu'elles pourraient être en butte à la fois à des épisodes de sécheresse et à des inondations. Pour les régions susceptibles d'être victimes d'inondations, les chercheurs et les instituts agricoles doivent réfléchir à des variétés qui sauront tirer parti de plus de précipitations.

Compte tenu du temps qu'il faut pour mettre au point un cultivar viable, il est peut-être déjà trop tard pour se pencher sur ce problème. Dans le même temps,

les communautés locales devraient être encouragées à mettre en place des mesures de conservation des sols afin de réduire le ruissellement et l'érosion. Il est aussi important que ceux qui travaillent dans les zones arides adoptent une stratégie intégrée qui considère les relations dynamiques entre les communautés, les ressources environnementales, le bétail et les débouchés commerciaux.

Les différences environnementales et socio-économiques au sein des zones arides exigent des options variées plutôt qu'une solution universelle. Il est temps d'agir sinon les zones arides d'Afrique pourraient se trouver confrontées à un double piège, devenir les victimes d'inondations parce qu'elles se préparent uniquement à lutter contre la sécheresse.

Victor A. Orindi est chercheur au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) au sein du programme sur l'Adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA). Il est actuellement chercheur international de l'IIED associé au programme sur le changement climatique. Il a publié de nombreux ouvrages sur l'adaptation aux changements climatiques. Courriel : vorindi@idrc.or.ke

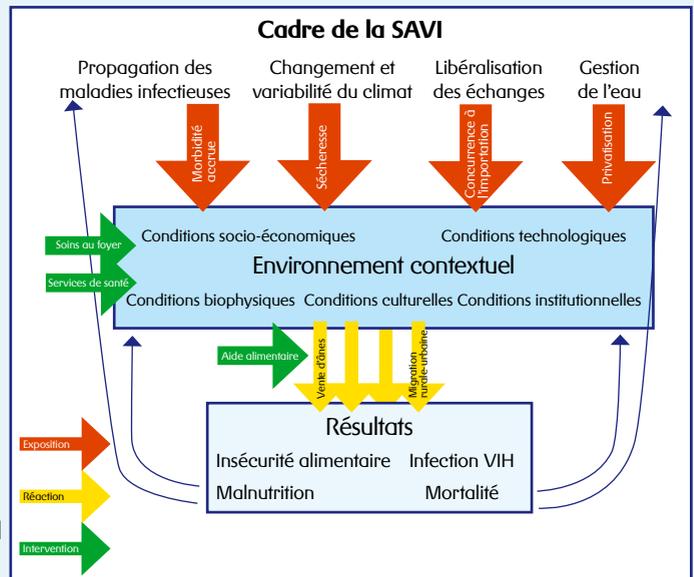
Tony Nyong est spécialiste de programmes en chef auprès du programme ACCA du CRDI à Nairobi. Il est l'auteur coordonnateur principal du chapitre sur l'Afrique du 4^e rapport d'évaluation du GIEC. Il occupe des fonctions de conseiller scientifique sur les changements climatiques auprès de plusieurs organisations internationales. Il a publié de nombreux ouvrages sur les questions liées aux changements climatiques en Afrique. Courriel : anyong@idrc.or.ke

Vivre avec le changement climatique dans la province de Limpopo

par Coleen Vogel et Gina Ziervogel

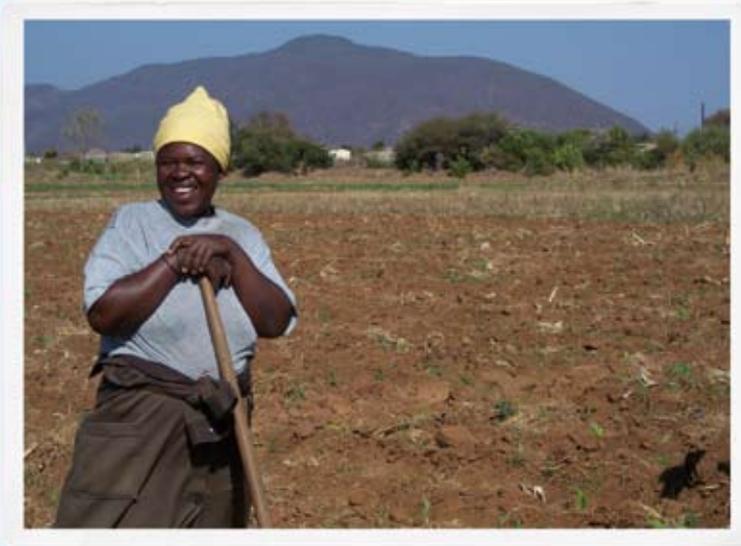
LE DEFI que représente l'adaptation au changement climatique dans une région aride comme la province de Limpopo en Afrique du Sud ne consiste pas seulement à réagir aux risques climatiques changeants ; il s'agit aussi de tenter de mieux vivre dans un environnement qui connaît une mutation complexe. Des recherches entreprises par l'Université du Cap, l'Institut de Stockholm pour l'Environnement et l'Université de Witwatersrand montrent que si le changement climatique peut contribuer à la vulnérabilité des moyens d'existence, il y a aussi d'autres facteurs qui engendrent des tensions (manque d'accès à l'eau, VIH/SIDA, chômage) et que les gens jugent qu'il est plus urgent de résoudre.

Le cadre de la SAVI (Initiative sur la vulnérabilité de l'Afrique australe) propose une perspective pour considérer le rôle de facteurs multiples sur la capacité locale d'adaptation, et nous permet de voir que l'adaptation au climat et aux autres risques dans la province



de Limpopo va bien au-delà du besoin de mécanismes de survie à court terme.

Le cadre de la SAVI identifie trois types d'interactions entre les divers processus de changement (voir figure). Premièrement, des processus multiples pourraient déboucher sur des résultats semblables pour une région, une communauté, un ménage ou un groupe social spécifique, qui ensemble pourraient avoir un effet de synergie. Deuxièmement, un processus pourrait introduire des variantes



Gina Ziervogel

Une femme du district de Vhembe, dans la province de Limpopo, laboure un champ utilisé par une coopérative locale

dans le tissu social, économique, biophysique, culturel, technologique ou institutionnel et diminuer ainsi la capacité du ménage, de la communauté ou du groupe à réagir aux autres changements. Troisièmement, un processus pourrait engendrer des réactions qui impulsent d'autres processus et augmentent ou diminuent l'exposition aux chocs et aux transformations futurs et, dans certains cas, à des facteurs d'origine historique.

L'interaction de plusieurs facteurs complexes entrave la capacité locale d'adaptation. Le manque d'accès à des prêts ou à une assurance anti-sécheresse, par exemple, empêche souvent l'achat de terres, d'engrais, de machines agricoles, de clôture ou de générateurs qui pourraient permettre aux communautés de mieux gérer les risques. L'accès aux ressources en fonction du genre est aussi un facteur critique : les ménages dirigés par des femmes n'ont qu'un accès limité aux actifs et aux revenus et il se peut qu'ils ne soient pas en mesure de produire suffisamment de céréales pour assurer la sécurité alimentaire du foyer.

Nos recherches démontrent qu'il faut

beaucoup plus d'efforts pour comprendre l'interaction et les réactions à ces stress multiples. La province de Limpopo est une zone aride qui est non seulement confrontée aux ravages de la variabilité actuelle du climat, mais pourrait aussi connaître à l'avenir des stress climatiques qui viendraient encore exacerber les nombreux autres défis que pose le développement dans une Afrique du Sud en pleine mutation.

*Nous sommes gré aux contributions du
Dr. Sylvester Mpandeli et de Gerson Nethavhani.*

Le **Professor Coleen Vogel** est Présidente du pôle Soutenabilité à l'Université de Witwatersrand, Johannesburg. Ses travaux sont axés sur l'adaptation aux changements climatiques et à l'évolution du milieu. Elle a activement participé à l'élaboration du 4^e rapport d'évaluation du GIEC.

Courriel : coleen.vogel@wits.ac.za

Le **Dr. Gina Ziervogel** est chercheuse au sein du Groupe d'analyse des systèmes climatiques qui relève de l'Université du Cap et de l'Institut de Stockholm pour l'environnement. Ses travaux sont axés sur la vulnérabilité et l'adaptation des moyens d'existence à la variabilité et aux changements climatiques en Afrique australe.

Courriel : gina@csag.uct.ac.za

Les PANA peuvent vous préparer au changement

La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) travaille avec les gouvernements des pays les moins avancés pour élaborer des Programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA). Ci-dessous figure un exemple d'élaboration d'un processus PANA.

par Sumaya Ahmed Zakieldean

LE PROCESSUS PANA au Soudan a adopté une approche d'aval en amont faisant appel à des ateliers, des questionnaires et des réunions. Cinq zones écologiques, qui illustrent la plupart des points vulnérables du plus grand pays d'Afrique, ont été retenues : zone désertique, zone semi-désertique, savane boisée (terres argileuses), savane boisée (terres sableuses) et zones inondées.

Trois ateliers ont eu lieu dans chacune des zones sélectionnées ainsi que deux ateliers nationaux au début et à la fin du processus ; ces derniers ont réuni les principales parties prenantes des cinq zones écologiques afin de déterminer leur vulnérabilité et les options d'adaptation.

Des centaines de personnes ont été impliquées dans chaque atelier : agriculteurs, éleveurs, membres d'ONG, agents des pouvoirs publics, chercheurs, étudiants, membres d'organisations communautaires, représentants d'autorités autochtones (*omdahs* ou *sheikhs*).

Le PANA soudanais a révélé que la fluctuation du niveau de précipitations et la survenance plus fréquente d'épisodes de sécheresse au cours des dernières décennies ont engendré une augmentation des déficits de récolte et de la dégradation des sols. Si

ces tendances s'accroissent, les pertes de récolte deviendront probablement extrêmes et la désertification pourrait gagner de vastes superficies. Les niveaux de pauvreté devraient augmenter, ce qui se traduira par des pertes de vies humaines et une aggravation des conflits liés à la précarité des ressources.

Des projets de suivi du PANA sont actuellement en cours afin de relever ces défis. Certaines activités seront financées par le Fonds d'adaptation de la CCNUCC, tandis que des agences bilatérales devraient aussi avoir un rôle à jouer dans le processus de mise en œuvre.

i Une liste complète des PANA figure sur le site Internet de la CCNUCC http://unfccc.int/national_reports/napa/items/2719txt.php

Le **Dr. Sumaya Ahmed Zakieldean** est professeur adjointe à l'Institut des études environnementales de l'Université de Khartoum. Elle a été membre de la délégation du Gouvernement soudanais lors de plusieurs Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques, et fortement impliquée dans le processus PANA au Soudan. Elle est membre du CLACC (www.clacc.net) qui œuvre pour renforcer les capacités d'adaptation aux changements climatiques des pays les moins avancés. Courriel : zakiields@yahoo.com

Les impacts de la chaleur sur le bétail

par Emma Archer et Mark Tadross

DANS SON EXAMEN des impacts des changements climatiques sur l'agriculture, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) s'est plutôt concentré, ces dernières années, sur la relation entre le changement climatique et les récoltes, omettant bien souvent les pâturages et le bétail de ses analyses.

Néanmoins, cette optique commence à changer. Le 4^e Rapport d'évaluation du GIEC observe que "la hausse attendue de la température, conjuguée à une réduction des précipitations dans certaines régions (par ex. en Afrique australe) conduira à une perte accrue du nombre d'herbivores domestiques au cours des phénomènes extrêmes dans les zones en butte à la sécheresse." (Easterling *et al.*, 2007 : 287). Faciliter l'adaptation du secteur de l'élevage devrait donc être un axe primordial de la réaction d'un pays au changement climatique, notamment là où le secteur de l'élevage est une composante vitale de l'économie.

Le cheptel peut être touché par la variabilité du climat de diverses manières. Ainsi, au-dessus de certaines températures, les ovins, caprins et bovins paissent mal, voire pas du tout. Une étude réalisée en Mongolie a révélé que des températures trop élevées pourraient entraîner une diminution de 50 % de leur poids d'ici à l'année 2050. Le stress thermique du bétail affecte aussi son taux de

reproduction et, à terme, sa mortalité.

Dans l'est du Karoo, en Afrique du Sud, un certain nombre de producteurs, forts de leur expérience des graves sécheresses dans les années 1980 et 1990, pratiquent des mesures d'adaptation comme l'élevage d'une race ovine (Dohne) plus résistante et à double usage (laine et viande), ou encore la diversification des systèmes de production.

De telles stratégies d'adaptation doivent être facilitées par l'entremise d'un soutien institutionnel local ; or, les ressources pour ce genre d'appui manquent souvent cruellement. Ainsi, les producteurs ont besoin de prévisions météorologiques et d'informations de marché pour prendre des décisions informées en matière de diversification de la production, de rotation des pâturages, de passage à d'autres points d'eau, de mobilité et de transfert à des activités non agricoles. Il convient de renforcer le soutien mis à la disposition des producteurs pour répondre à ces besoins.

i Voir l'article à paraître : Archer, E.R.M., Oettlé, N.M., Louw, R., Tadross, M.A. Sous presse. 'Farming on the Edge' in arid western South Africa: adapting to climate change in marginal environments. *Geography*. Juin 2008.

Emma Archer travaille à l'École de Géographie de l'Université de Witwatersrand, Pvt Bag 3, WITS 2050, en Afrique du Sud.

Mark Tadross est membre du Groupe d'analyse des systèmes climatiques de l'Université du Cap, Pvt Bag, Rondebosch 7700 en Afrique du Sud.

Changement climatique – quelles implications pour les habitants des milieux ruraux arides ?

par Katharine Vincent

DANS L'ARÈNE DES ÉTUDES de développement, les différences liées au genre sont bien acceptées. Dans les études sur le changement climatique, les chercheurs commencent tout juste à examiner en quoi les changements climatiques affecteront différemment les femmes et les hommes.

Les projections de changement climatique varient mais, dans l'ensemble, on s'attend à une dessiccation des zones arides. Ce scénario a des implications majeures pour les activités fondées sur les ressources naturelles, telles que l'agriculture.

Si l'agriculture est pratiquée à la fois par les hommes et les femmes, leur participation est figée dans des rôles déterminés par le genre. Les hommes se chargent généralement des tâches de production comme l'agriculture à des fins commerciales alors que les femmes sont davantage impliquées dans une agriculture de subsistance, qui reflète leur responsabilité liée à la survie du foyer. Aussi, les femmes sont souvent moins capables que les hommes de réagir aux changements climatiques en employant des stratégies de lutte et d'adaptation.

Les stratégies de lutte dans les zones arides s'appuient sur la souplesse des moyens d'existence et ce sont elles qui permettront la perpétuation d'une agriculture de subsistance,

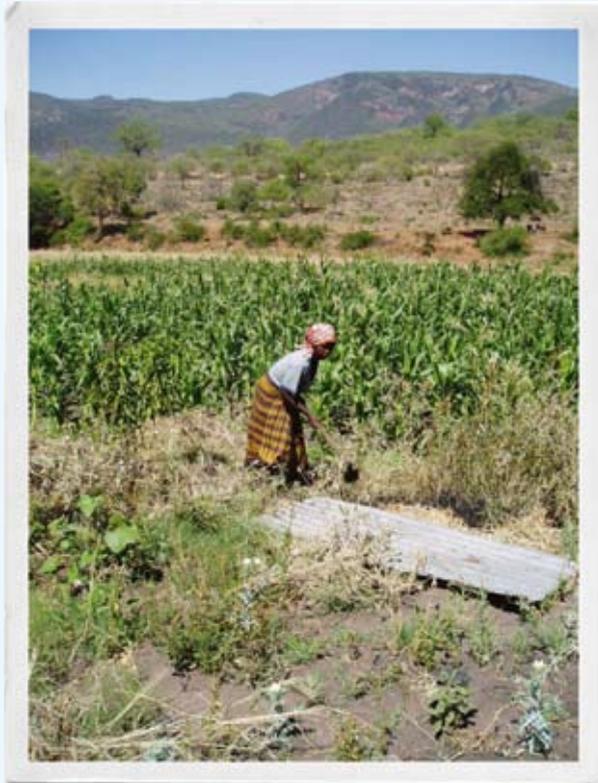
par exemple en modifiant les dates des semis, en plantant des variétés plus robustes (du sorgho plutôt que du maïs par exemple), en mettant des champs différents sous culture ou en utilisant des systèmes d'irrigation. Mais les femmes et les hommes n'ont pas le même accès à ces différentes options : les droits fonciers des femmes sont souvent précaires et leur manque de contrôle sur les finances du ménage font qu'il leur est souvent difficile d'obtenir des semences ou de réaliser un forage à des fins d'irrigation.

On a déjà beaucoup parlé de la "féminisation de l'agriculture" selon laquelle un nombre relativement plus élevé de femmes que d'hommes pratiquent l'agriculture. Ceci s'explique en partie par un legs historique qui fait que les hommes ont souvent accès à une meilleure éducation, ce qui leur ouvre davantage d'occasions de chercher d'autres moyens d'existence, tels que des métiers urbains, qui ne dépendent pas des ressources naturelles et sont donc plus à l'abri des effets du changement climatique. Les femmes, en revanche, sont souvent confinées dans leur rôle de mère au foyer et n'ont ni le temps ni la capacité de chercher un emploi de ce type.

Dans un village rural de la province de Limpopo en Afrique du Sud, Florah* a récemment perdu son mari et s'occupe de

ses quatre enfants d'âge scolaire. Auparavant, elle cultivait du maïs, mais la faiblesse des précipitations ces dernières années l'a obligée d'arrêter car elle ne peut pas se permettre d'acheter le diesel requis pour actionner le forage d'irrigation. Cet abandon, conjugué à la perte du revenu de son mari, compromet gravement les moyens d'existence de la famille, de sorte que Florah est fortement tributaire de la pension de sa mère pour acheter des vivres. Dans le même village, Gary* lui aussi semait des cultures pluviales qu'il vendait dans le cadre d'un accord avec une coopérative ; lui aussi a dû arrêter ses plantations mais a réussi à trouver un emploi dans une conserverie locale de tomates, ce qui lui permet de nourrir sa famille. Une telle option serait beaucoup plus difficile à trouver pour Florah, d'une part car elle n'a fait que des études primaires et d'autre part car elle doit rester au foyer pour s'occuper de ses enfants.

Pour les femmes et les hommes des milieux ruraux dans les zones arides, le changement climatique n'aura pas les mêmes implications. Les différences liées au genre en termes de rôles, de responsabilités et de capacités pourraient aussi faire que le changement climatique risque d'exacerber les disparités entre hommes et femmes.



Katharine Vincent

Une femme travaille un champ de maïs dans la province de Limpopo en Afrique du Sud

** Les noms ont été modifiés pour respecter l'éthique adoptée tout au long des travaux de terrain.*

Katharine Vincent est chercheuse post-doctorat auprès du groupe de recherche ReVAMP à l'Université de Witwatersrand à Johannesburg. Les recherches de son doctorat étaient axées sur la vulnérabilité liée au genre face aux changements climatiques dans la province de Limpopo en Afrique du Sud. Courriel : katharine.vincent@wits.ac.za

Qu'en pensez-vous ?

Les changements climatiques affectent-ils différemment les hommes et les femmes ? *Haramata* souhaite connaître votre expérience. Selon vous, quelles sont les nouvelles opportunités et les contraintes liées aux changements climatiques pour les hommes et les femmes, ainsi que pour la jeune génération ? Les changements environnementaux et les projets visant à renforcer la capacité d'adaptation des populations affectent-ils les relations de genre et entre générations ? Dites-nous ce que vous en pensez !

L'idée derrière les mécanismes de compensation carbone est simple : Monsieur A (ou sa société, s'il se déplace pour affaires) ne veut pas être responsable du réchauffement de la planète provoqué par les émissions de gaz à effet de serre de l'avion ou des autres véhicules dans lesquels il voyage. Par conséquent, Monsieur A veut planter suffisamment d'arbres pour absorber un volume équivalent de ces gaz. Et parce qu'il ne peut pas planter ces arbres lui-même, il achète ce qu'on appelle des "crédits carbone" à quelqu'un qui peut le faire – par exemple la Fondation Face en Hollande, qui plante des millions d'arbres exactement dans ce but. Mais des difficultés peuvent survenir lorsque ceux qui plantent les arbres choisissent le site de leur nouvelle plantation. Ci-après nous vous présentons deux articles qui brossent des vues radicalement différentes d'un projet de ce type en Ouganda.

Plantation d'arbres et droits fonciers au Mont Elgon

par Chris Lang

LA PLANTATION D'ARBRES POUR REBOISER le Parc national du Mont Elgon en Ouganda semble, à première vue, être un projet que tout le monde serait prêt à soutenir. Depuis 1994, une organisation néerlandaise, la Fondation FACE, travaille avec l'Autorité ougandaise pour la Nature afin d'y planter des arbres.

Le projet vise à reboiser 25.000 hectares qui avaient été en partie déboisés durant le chaos des années 1970 et 1980 sous les régimes d'Idi Amin et de Milton Obote. Outre la reforestation du Mont Elgon, les arbres de la Fondation FACE permettront de stocker du carbone pour "compenser" les émissions de gaz à effet de serre provoquées par les déplacements en avion. Le Parc national a été reconnu par le système de certification

du Conseil de Surveillance des Forêts (*Forest Stewardship Council*).

Toutefois, l'an dernier, des agriculteurs qui habitent aux alentours du Parc national ont coupé environ un demi-million des arbres de la Fondation FACE et planté des cultures sur ces terres.

Les agriculteurs luttent pour récupérer leurs terres depuis leur expulsion du Mont Elgon lorsque celui-ci a été déclaré Parc national en 1993. Aucun des habitants du secteur n'a été consulté à propos de cette décision qui a engendré la perte de leurs droits d'exploiter leurs terres et d'avoir un foyer. Aucun d'entre eux n'a reçu la moindre compensation.

Les expulsions, parfois ponctuées de conflits violents, se sont poursuivies. En 2002, l'Autorité ougandaise pour la Nature (*Ugandan Wildlife*



Chris Lang

Lors d'une réunion dans un village situé près du Parc national du Mont Elgon en juillet 2006, un villageois nous a montré des douilles utilisées : "Ces balles ont été tirées par des gens qui ont essayé de nous tuer", a-t-il expliqué.

Authority, UWA) a expulsé 550 familles du Mont Elgon et détruit leurs foyers et leurs cultures. Le projet de la Fondation FACE vise à planter des arbres sur une bande de terre qui encercle le Parc national – or il s'agit précisément des terres qui sont contestées par un grand nombre d'agriculteurs.

Les terres qui ceignent le Mont Elgon sont herbeuses et le sol volcanique est fertile. Les paysans y cultivent des bananes, du café, du maïs, des haricots, des pommes de terre, d'autres légumes et des arbres fruitiers. Ils élèvent aussi du bétail à l'intérieur du Parc et aux alentours.

J'ai été bouleversé d'apprendre ce que les villageois avaient à dire à propos de la gestion du Parc national par l'UWA lorsque je me suis rendu au Mont Elgon en juillet 2006. Un villageois a ouvert une enveloppe contenant des douilles utilisées. "Ces balles ont été tirées par des gens qui ont essayé de nous tuer",

m'a-t-il expliqué. "Certains sont morts. D'autres ont été blessés."

Dans un centre commercial de la paroisse de Buwabwala, des villageois nous ont raconté des attaques par des gardes de l'UWA. L'un des villageois aurait été matraqué et emmené par les gendarmes. Un autre homme nous a montré des blessures au menton où il dit avoir été frappé par le fusil d'un garde de l'UWA. L'UWA n'aurait jamais été poursuivie pour ces incidents. Mais les représentants de l'UWA nient les accusations en bloc.

La première étape pour faire respecter les droits fonciers des gens qui vivent dans le parc et aux alentours doit être de reconnaître que la frontière du parc national est une zone fortement contestée. Toute solution imposée par la hiérarchie donnera naissance à de nouveaux conflits entre les autorités du parc et les populations locales. L'un des villageois de Buwabwala m'a confié : "Dans le temps, les habitants et les autorités du parc vivaient dans la paix. Nous voulons que les forêts subsistent. Nous connaissons les avantages que représentent les forêts."

Une deuxième étape consiste à reconnaître que le Nord n'a pas le droit de continuer à polluer comme il le fait. "Nous pouvons planter autant d'arbres que nous voudrions", a déclaré au magazine *Fortune* Timothy Byakola, de l'ONG ougandaise *Climate and Development Initiatives*, "aussi longtemps que les gens continueront de polluer comme ils le font, cela ne résoudra pas le problème."



Chris Lang est un chercheur environnementaliste et militant écologiste qui vit à Francfort en Allemagne. Il travaille actuellement pour le *World Rainforest Movement*.
Courriel : chris@chrislang.org
Site web : <http://chrislang.org>

“Les principaux problèmes sont les politiciens et les calomnieurs”

par Denis Slieker et Martijn Snoep

LA FORESTERIE EST SOUVENT plus une affaire de gens qu'une affaire d'arbres – et c'est bien le cas à la périphérie du Parc national du Mont Elgon, un ancien cratère au sol fertile mais très instable. La pression démographique y est élevée et les populations y affluent de différents points de l'Ouganda, en quête de sols fertiles.

Avant l'arrivée de la Fondation FACE,* le statut de cette zone à la frontière du Kenya est passé de Réserve forestière/naturelle à Parc national. À l'époque, des gens avaient empiété sur les limites du parc et il leur avait été demandé de partir par celle qui est aujourd'hui devenue l'Autorité ougandaise pour la nature (*Ugandan Wildlife Authority*, UWA), l'organisme en charge des parcs nationaux. Près d'un quart du parc a été gravement dégradé, compromettant l'approvisionnement en eau d'une vaste superficie agricole.

Les principaux objectifs de la Fondation FACE dans le cadre du projet sont de restaurer l'intégrité des écosystèmes forestiers dégradés et de mettre en valeur la biodiversité en plantant des essences natives sur une bande de 2 à 3 km de large le long des 200 km du périmètre du parc. De surcroît, nous cherchons à améliorer les moyens d'existence de la population locale.

Mais il y a des défis considérables à relever. Il est étonnant de constater que les deux

principaux problèmes sont a) les politiciens locaux et b) les calomnies et les informations erronées. Certains politiciens locaux déclarent que le parc devrait être reconverti en terres agricoles. Certes, c'est un stratagème qui est sûr de leur gagner des voix en période d'élection et cela encourage les familles à se jouer des frontières du parc. Dans le même temps, il y a les calomnies et les informations erronées émanant d'organisations comme le *World Rainforest Movement* (WRM) et l'ONG ougandaise *Climate and Development Initiatives* (CDI).

WRM/CDI ont accusé l'UWA de violer les droits de l'homme et soutiennent que sa politique de conservation porte préjudice à la population locale. Les allégations ont fait l'objet d'enquêtes mais, hormis dans un cas particulier, cela n'a débouché sur aucune condamnation du personnel de l'UWA. Le rôle du parc dans l'amélioration des moyens d'existence en termes d'emploi, de développement des infrastructures, de formation et d'accès contrôlé aux ressources, est dûment apprécié par les parties prenantes des six districts environnants. Le Conseil de surveillance des forêts (FSC) a également confirmé que le personnel de l'UWA avait suivi les voies appropriées pour résoudre à l'amiable les problèmes d'empiètement.

Les manœuvres des politiciens locaux et la désinformation alimentent l'agitation au sein



Denis Slieker

La frontière du projet UWA-FACE au Parc national du Mont Elgon

de la population locale. Malheureusement, au final, ce sont les populations locales et la nature qui souffrent le plus.

Sachant que les politiques locales sont un facteur déterminant de l'occupation des terres au sein du périmètre du parc, les discussions avec les politiciens locaux et leur sensibilisation aux avantages que présente la conservation du parc constituent un moyen important de lutter contre cet empiètement.

Jusqu'à présent, le projet UWA-FACE a réhabilité 8.500 ha de forêts naturelles, même si 1.700 ha ont par la suite été usurpés. Au fil de l'avancement du projet, on voit s'établir une ressource forestière à laquelle les communautés voisines ont accès.

Le projet est aussi reconnu comme étant l'un des plus importants employeurs de la région. Les employés bénéficient de soins médicaux gratuits et de formations aux techniques de plantation d'arbres et de pépinières. En outre, la plantation d'arbres augmente l'attrait du parc pour les touristes, ce qui profite aux

communautés puisqu'elles reçoivent 20 % des recettes touristiques de l'UWA.

Un projet carbone responsable n'est pas une entreprise facile mais il est réalisable. L'UWA et FACE y parviennent, lentement certes, mais elles y parviennent.

* La Fondation FACE (*Forests Absorbing Carbon dioxide Emission*) a été créée en 1990 pour aider à restaurer l'équilibre entre l'absorption de CO₂ par les forêts et le rejet de CO₂ dans l'atmosphère. Elle tente d'y parvenir en plantant de nouvelles forêts et en protégeant les forêts existantes. En Ouganda, elle coopère avec l'UWA dans le cadre de deux projets de séquestration du carbone, au parc national du Mont Elgon et au parc national de Kibale.



Denis Slieker (photo) est directeur de la Fondation FACE, créée en 1990 par le Conseil néerlandais de production d'électricité. Elle est indépendante depuis 2000.

Martijn Snoep est chargé de projet auprès de la Fondation.
Courriel : info@facefoundation.nl
Site web : www.stichtingface.nl

La technologie WorldSpace : l'information sous un autre jour

par Noah Lusaka

LA PLUPART DES ZONES ARIDES d'Afrique ne disposent pas des infrastructures de base, comme l'électricité ou des moyens de communication. De ce fait, il est difficile aux communautés d'accéder à l'information pour améliorer leurs moyens de subsistance. Mais grâce aux récepteurs numériques de WorldSpace, cela est en train de changer. WorldSpace a été fondée par Noah Samara, d'origine éthiopienne, aujourd'hui président de la WorldSpace Corporation, groupe basé aux États-Unis.

Le réseau de satellites WorldSpace permet aux populations d'accéder à l'information même dans les villages les plus reculés sans électricité ni téléphone. La technologie fait appel à deux satellites qui sont en orbite au-dessus de l'Afrique (Afristar) et de l'Asie (AsiaStar). Afristar a trois faisceaux de diffusion balayant le continent africain ; ceci permet à la chaîne émettrice de toucher un vaste public à partir d'un point unique de diffusion sans compromettre la qualité du son. Chaque faisceau peut diffuser plus de 40 chaînes différentes. Des radio-récepteurs portatifs spécialement conçus sont utilisés pour capter les signaux numériques de WorldSpace (WS).

Il existe un grand nombre de modèles de récepteurs WS sur le marché allant de 130 à 200 dollars US et ils peuvent être utilisés pour deux fonctions principales :

- **Son numérique** – Pour écouter votre radio, il suffit de trouver un emplacement

adéquat, de sélectionner un faisceau donnant une bonne réception par un simple appui sur un bouton et enfin de régler l'appareil sur la chaîne souhaitée. La radio permet aux auditeurs de choisir une grande variété de programmes comme des informations sur le développement, l'éducation, des actualités, des divertissements et de la musique diffusés par des émetteurs régionaux et internationaux, tels que l'African Learning Channel, la BBC et CNN.

- **Service multimédia** – Ceci permet le téléchargement de texte, de graphiques et d'images en branchant la radio à un ordinateur Pentium par le biais d'un adaptateur spécial livré dans le coffret et accompagné de son logiciel d'installation.

Les radios WorldSpace sont dotées de plusieurs attributs uniques. Une micro-parabole détachable et étanche reçoit les signaux émis par le satellite WS. L'antenne doit être placée à l'extérieur dans un endroit sûr exempt de toute obstruction de grande taille telle qu'un mur ou des arbres, puis ajustée de manière à être dans la ligne de visibilité directe du satellite. Chaque récepteur est équipé d'un port de données permettant de le connecter à un ordinateur et les radios peuvent être alimentées par des piles ordinaires, par énergie solaire ou en les branchant au secteur.

La Chaîne d'apprentissage pour l'Afrique

First Voice International (FVI), organisation à but non lucratif basée aux États-Unis, gère la chaîne African Learning Channel (ALC). FVI promeut l'apprentissage à distance en recueillant des informations auprès d'autres ONG et d'organismes qui travaillent en Afrique ; elle diffuse des informations sur des enjeux de développement comme la santé, le VIH et le SIDA, l'environnement et l'agriculture, les micro-entreprises, etc. Elle donne aussi la priorité aux documents des groupes locaux de base qui normalement n'ont pas accès aux médias.

Depuis 2000, le Réseau d'information des zones arides pour l'Afrique de l'Est (*Arid Lands Information Network-East Africa – ALIN-EA*) s'est associé avec FVI pour fournir des informations à ses membres par le biais de la chaîne ALC. Les activités d'ALIN-EA englobent des stages de formation, de sensibilisation et le suivi de l'utilisation de l'information au niveau communautaire par le biais de groupes focaux et d'organisations partenaires.

Le partenariat avec FVI permet à ALIN-EA de faire en sorte que des données ayant trait au développement communautaire et recueillies auprès de ses membres et de ses organisations partenaires soient diffusées par le biais des satellites WorldSpace. L'utilisation de ce genre d'information a eu une forte influence sur les agents du développement et les communautés avec lesquelles ils travaillent dans les régions les plus reculées.

Comment participer ?

Si vous travaillez dans le domaine du développement communautaire en Afrique de l'Est, vous pouvez participer à ce programme de l'une des façons suivantes :

- Écrivez au secrétariat d'ALIN-EA pour demander un formulaire d'adhésion et ralliez nos rangs pour améliorer les conditions de vie des populations des zones arides d'Afrique de l'Est.



- Appelez le bureau d'ALIN-EA et prenez rendez-vous pour assister à une démonstration au secrétariat de Nairobi.
- Réunissez un groupe d'ONG, de services gouvernementaux ou d'organisations communautaires intéressés dans la région où vous travaillez. Puis, invitez le personnel d'ALIN-EA à vous rendre visite pour faire une démonstration de la technologie.
- Demandez au personnel d'ALIN-EA d'organiser une formation spéciale à l'utilisation de la technologie WS pour votre organisation ou pour un groupe d'organismes intéressés.
- Envoyez à l'ALIN-EA des informations et des expériences pertinentes sur des travaux communautaires que le réseau pourra diffuser par le biais du système WorldSpace.

i Pour un complément d'information, contactez ALIN-EA, PO Box 10098, 00100, GPO, Nairobi, Kenya. Courriel : info@alin.or.ke
Site web : www.alin.or.ke

Énergie alternative

Miroirs : une façon propre d'éclairer le monde

TANDIS QUE LE PRÉSIDENT Abdoulaye Wade rêve de faire du Sénégal une puissance nucléaire (voir *Haramata 51*), des chercheurs européens mettent au point des projets pour une nouvelle forme d'énergie solaire. Il s'agit d'un moyen idéal de génération d'énergie dans les déserts tropicaux d'Afrique, qui pourrait fournir un avenir exempt de carbone et à l'abri du nucléaire pour de nombreux pays, sinon le monde entier. Et tout cela s'obtient par des miroirs.

La technologie du solaire à concentration (*Concentrated Solar Power*, CSP) est basée sur une vaste batterie de miroirs géants qui capturent et concentrent l'énergie solaire sur un tube ou un conteneur renfermant de l'eau ou du gaz. Lorsque ce réceptacle est chauffé à environ 400°C, il peut être utilisé pour faire tourner des turbines à vapeur classiques.

Il y a déjà longtemps que le concept de CSP existe, mais jusqu'ici il n'a été utilisé qu'à titre expérimental ou pour générer de l'énergie à petite échelle. La première centrale a été construite en Californie, dans le désert de Mojave il y a 15 ans et d'autres sont maintenant en cours de construction ou de mise à l'essai aux États-Unis, en Algérie, en Espagne et en Australie.

Néanmoins, deux chercheurs allemands ont calculé que des installations CSP, si elles étaient construites sur une infime proportion (moins de 1 %) des déserts brûlants du monde, pourraient couvrir la totalité des besoins en électricité de la planète. En d'autres termes, elles pourraient être une solution à tous les problèmes de l'humanité en termes de chaleur et d'éclairage, si elles n'étaient pas assorties d'une condition et non des moindres – à savoir, un coût absolument exorbitant.

Les chercheurs, Gerhard Knies et Franz Trieb, ont été rejoints par d'autres, y compris des partisans au Maroc, en Algérie et en Libye, pour proposer un projet – le *Projet Desertec* – qui supposerait la construction de quelque mille centrales à concentration dans une ceinture passant par l'Afrique du Nord et de l'Ouest, la Méditerranée et le Moyen-Orient. De cette façon, *Desertec* estime qu'il serait possible de générer 100 milliards de watts d'électricité. La proposition serait de conserver les deux tiers de cette production dans les pays d'origine à des fins d'utilisation locale et d'exporter le reste à l'Europe, laquelle, espèrent-ils, financerait le projet.

Les centrales à concentration dans le



US Dept of Energy

Les miroirs de la centrale de Barstow, en Californie, concentrent le rayonnement solaire

sud, l'ouest et l'est du Sahara "pourraient couvrir la totalité des besoins en électricité" des 25 pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, affirme Desertec. Le projet met aussi en avant un certain nombre d'autres avantages connexes. Une centrale à concentration peut aussi servir à la désalinisation, ce qui serait un atout précieux dans bien des régions d'Afrique pour fournir des approvisionnements en eau potable ; elle peut aussi apporter des services de climatisation aux villes voisines et dans l'ombre assurée par les miroirs sur un kilomètre carré, on peut envisager de faire pousser des cultures.

Le Parlement européen a récemment entendu une présentation du projet par le Prince Hassan bin Talal de Jordanie, ancien président du Club de Rome, et il a prié Desertec de monter des projets de démonstration à court terme.

Un élément qui parle en faveur du projet est que l'Europe s'est engagée à convertir 20 % de sa production énergétique en énergie renouvelable d'ici 2020 – et elle n'a

guère d'options pour atteindre cet objectif. D'un autre côté, Desertec aurait besoin de 10 milliards d'euros, rien qu'en frais de démarrage, sur les sept premières années, et peut-être jusqu'à 400 milliards d'euros au cours des 30 années à venir pour devenir pleinement opérationnel.

Aussi imaginatif que puisse être le projet et aussi merveilleux que puissent sembler ses bénéfices potentiels, certains experts ne pensent pas que l'Union européenne sera prête à s'engager pour une aussi grosse somme, d'autant plus que le prix de l'électricité générée par cette technologie n'est pas encore concurrentiel par rapport aux méthodes classiques. Les critiques font aussi remarquer que le réseau proposé pour alimenter l'Europe serait tributaire de centrales à concentration dans plusieurs pays jugés politiquement instables, ce qui ajouterait à tout investissement de ce genre un facteur de risque difficile à mesurer.

 www.desertec.org
The Observer, Londres, 2/12/07.

Un guide pratique sur le budget participatif

Le dernier ouvrage en date de IED Afrique (Innovation, Environnement et Développement en Afrique) s'inscrit dans le cadre du programme *Réussir la Décentralisation*, qui a été mis en œuvre depuis 2000 par l'IIED avec des institutions partenaires au Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal. Le programme vise à renforcer les capacités des populations locales à influencer les décisions concernant leurs moyens d'existence, les capacités des collectivités locales à inclure les citoyens dans les processus de prise de décisions et à leur rendre des comptes, et les capacités de l'administration centrale à créer un environnement politique facilitant la participation citoyenne.

Au Sénégal, même si les premières communes furent érigées vers la fin du 19^e siècle, la décentralisation en milieu rural n'a été lancée qu'en 1972 avec la mise en place effective des communautés rurales. Toutefois, la participation des populations dans le processus de prise de décisions reste encore faible, en raison notamment d'un manque de formation et d'information des citoyens sur leurs droits et leurs devoirs, et de l'absence de mécanismes adaptés permettant aux citoyens de suivre le travail des élus et à ces derniers de rendre compte de leurs décisions. Par ailleurs, la faible représentation de certains groupes sociaux comme les femmes et les jeunes au sein des organes de gestion des



collectivités locales entraîne une prise en compte souvent inadéquate de leurs besoins et aspirations.

Pour faire face à cette situation, on assiste au développement de mécanismes et d'outils de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP). Le CCAP vise à renforcer la performance des collectivités locales à travers un engagement civique et une participation active des citoyens afin d'instaurer une culture de transparence et d'inclusion et d'amener les élus et les organes de gestion des collectivités locales à rendre compte de leurs décisions.

Le budget participatif est l'un de ces mécanismes CCAP, et ce nouvel ouvrage lui est consacré. Il a été conçu comme un guide à l'attention des élus locaux, des citoyens des communautés rurales et des structures d'appui au processus de décentralisation, de sorte à mettre à leur disposition quelques orientations pratiques. Le document s'inspire de l'expérience du

budget participatif menée depuis 2003 par IED Afrique dans les communautés rurales de Fissel et de Ndiagianiao dans la région de Thiès au Sénégal.

Après avoir présenté le contexte et défini certaines notions clés (décentralisation, droits et devoirs du citoyen, budget et processus budgétaire), le guide expose les principes qui sous-tendent le budget participatif, ses avantages et son cycle d'élaboration. Il présente ensuite les

principales étapes à suivre pour la mise en œuvre pratique du budget participatif. Des conseils pratiques sont donnés pour la conduite de chacune de ces étapes.

i *Bara Guèye, Le budget participatif en pratique. Un guide pratique destiné aux acteurs locaux. IED Afrique, Dakar, 2008. Disponible gratuitement sur simple demande à : IED Afrique, BP 5579, Dakar, Sénégal. Courriel : contact@iedafrique.org*

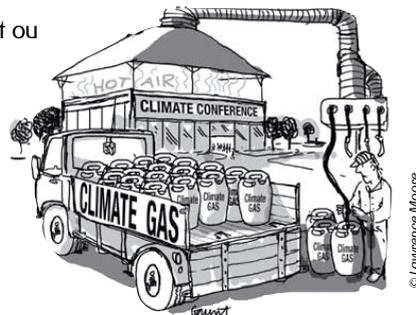


Tiempo est un bulletin trimestriel consacré au changement climatique et au développement, publié en anglais par l'IIED et l'Institut pour l'Environnement de Stockholm. Une version française sera disponible à la fin de l'année par le biais d'ENDA Tiers Monde à Dakar, au Sénégal (www.enda.sn).

Le dernier numéro (n° 67) se penche sur les technologies pour l'adaptation, ainsi que sur la nécessité de mettre l'accent sur les processus et les institutions et de prendre en compte le contexte local. Il examine aussi les plans d'adaptation urbaine, présente les grandes lignes des accords sur le changement climatique, et propose une mise à jour sur le processus de négociation sur le changement climatique.

Pour télécharger Tiempo ou pour un complément d'informations, rendez-vous sur www.ied.org/CC/projects/tiempo.html

Si vous habitez dans un pays en développement ou travaillez sur des thèmes relatifs au climat et au développement, vous pouvez vous abonner gratuitement en envoyant votre demande, accompagnée de votre adresse, à Sarah Granich, Tiempo Editorial, PO Box 4260, Kamo, Whangarei 0141, Nouvelle-Zélande, courriel : tiempo.editorial@gmail.com



© Lawrence Moore

Erratum : VETAID ne fait plus partie du Groupe de pilotage du projet DNSB, et a été remplacé par *Vétérinaires sans Frontières – Belgique (VSF-B)*. Nous avons commis une erreur à cet effet dans la rubrique Comptes Rendus de Haramata 52 (p. 26). Nous présentons nos excuses aux personnes concernées.

Des paroles de paysans sur les OGM

Ce film d'une heure présente le jury citoyen consacré aux organismes génétiquement modifiés (OGM) et à l'avenir de l'agriculture au Mali qui a eu lieu à Sikasso, au Mali, en janvier 2006. Cet Espace Citoyen d'Interpellation Démocratique (ECID), qui s'est déroulé sous les auspices de l'Assemblée Régionale de Sikasso, a rassemblé différents types de producteurs et productrices maliens, ainsi que des agriculteurs d'autres pays venus apporter leur témoignage et d'experts locaux et internationaux.

L'ECID se voulait un espace d'information, de dialogue, de débat et de partage franc qui permette aux agriculteurs de mieux comprendre ce que sont les OGM et quels sont les bénéfices et les risques associés à leur utilisation, de confronter les experts, et de formuler des recommandations sur les dispositions à adopter concernant les OGM et l'avenir de l'agriculture au Mali.

Les producteurs et productrices maliens ont clairement démontré leur compréhension du sujet et fait ressortir leurs préoccupations, notamment : la volonté d'être informés et de comprendre, afin de pouvoir prendre des décisions éclairées ; le souci de préserver les semences traditionnelles ; le souci de leur santé et de l'environnement, qui prévaut sur la seule recherche du profit financier ; la nécessité de prendre en compte le contexte social, culturel, économique et politique du pays ou de la communauté avant d'adopter aveuglément

une nouvelle technologie.

Pour Ousman Sy, du Centre d'expertise politique et institutionnelle en Afrique (CEPIA) et ancien ministre de la décentralisation, qui préside le groupe des observateurs de l'ECID : *“La question est surtout de comprendre quel est le projet de société qu'il y a derrière les OGM, et à l'horizon de 10, 15 ou 20 ans, qu'est ce que ça peut-être pour nous de faire ce choix ?”*

Le processus dans son ensemble a été diffusé par des radios locales dans la région et au-delà, afin qu'un public aussi vaste que possible ait accès aux témoignages et aux débats (plus de 1,5 million d'auditeurs touchés). Cet ECID a constitué un exemple remarquable de démocratie participative, au sein duquel la confrontation des savoirs des paysans et de ceux des experts a permis de rééquilibrer le rapport de force entre les deux côtés. L'événement a culminé dans la formulation de recommandations claires par les producteurs à l'attention des chercheurs, des responsables administratifs et politiques, et des agriculteurs eux-mêmes. Pour les 45 paysans et paysannes qui ont échangé pendant cinq jours avec des experts exprimant des avis contradictoires, le verdict final est sans appel : *“Oui à la semence traditionnelle, non aux OGM !”* Suite aux recommandations de l'ECID, le gouvernement du Mali a décidé de ne pas introduire une loi permettant l'expérimentation sur les OGM en plein champ.



i *Senekalaw Ka Kuma – Paroles de paysans. DVD en quatre langues (bambara, français, espagnol, allemand), sorti en 2008. Disponible auprès de BEDE (www.bede-asso.org, bede@bede-asso.org) ou de l'IIED via Earthprint (voir www.iied.org ou www.earthprint.com), 15 Euros. Pour plus d'information, voir : www.iied.org/NR/agbioliv/ag_liv_projects/GMOCitizenJury_Fr.html*

Sonja Fagerberg-Diallo

8 mars 1950 – 5 mars 2008

L'ARED et l'IIED ont la grande tristesse de vous faire part du décès de Sonja Fagerberg-Diallo en mars 2008.

Sonja était la fondatrice et directrice de l'ONG *Associates in Research and Education for Development* (ARED) basée au Sénégal. Elle a vécu en Afrique de l'Ouest pendant plus de 30 années, durant lesquelles elle a travaillé sans relâche à la promotion d'un système d'éducation non formel dans les langues locales pour apporter aux populations rurales les compétences et la confiance requises pour comprendre leurs droits et les faire valoir. Les travaux de Sonja ont joué un rôle décisif pour appuyer l'émergence d'un mouvement robuste de la société civile rurale au Sénégal.



Une cérémonie à la mémoire de Sonja a été organisée à Dakar le 10 avril 2008. Plus de 200 personnes y ont assisté et nombre d'entre elles ont rendu hommage à Sonja et à la qualité de sa contribution. Pour preuve du large impact et du respect qu'inspiraient ses travaux, des représentants tant des ministères gouvernementaux que des villages ruraux sont venus lui rendre hommage.

Heureusement, avec ARED, Sonja avait réussi à créer une organisation solide qui fait que la tâche primordiale qu'elle avait commencée va pouvoir continuer.

Haramata

est publié deux fois par an en français et en anglais par le Programme Zones Arides de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement.

IIED, 3 Endsleigh Street, Londres WC1H 0DD, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7388 2117

Fax : +44 (0)20 7388 2826

email : drylands@iied.org www.iied.org

Comité éditorial : Lorenzo Cotula, Nat Dyer, Ced Hesse, Marie Jaecy, Nicole Kenton, Christèle Riou, Su Fei Tan

Conseiller de rédaction : Robin Sharp

Traduction : Tradwise Plus Ltd.

Conception : Studio ii Ltd, Royaume-Uni

Impression : Russell Press, Nottingham, Royaume-Uni

Imprimé sur papier recyclé Challenger Offset 100g

ISSN 0964-6973

Haramata est reconnaissant du soutien financier du Ministère danois des affaires étrangères et de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement.



L'IIED est un institut international de recherche sur les politiques basé à Londres, dont le travail est axé sur les Ressources naturelles, le Changement climatique, les Etablissements humains, les Marchés durables et la Gouvernance. L'IIED travaille avec des partenaires et des communautés pour aider les groupes vulnérables à se faire entendre et veiller à ce que leurs intérêts soient pris en compte dans les processus de prise de décisions.



IIED est une association à but non lucratif, n° d'enregistrement 800066.

Haramata : nos plats du jour

Quelques bouchées des délicieux mets que nous vous avons préparés dans ce numéro...

* Tout d'abord, un tour d'horizon des actualités qui ont peut-être échappé à votre quotidien. Saviez-vous que l'Algérie semble être prête à faire de Tamanrasset "un nouveau Tombouctou" pour la zone sahélienne ? Ou que l'Angola connaissait le plus fort taux de croissance économique au monde mais que ses performances en font le dernier de la classe en Afrique lorsqu'il s'agit d'aider ses pauvres ? Nous avons même quelques photos de deux dinosaures récemment mis au jour dans le Sahara, et un reportage sur le boom immobilier qui transfigure plusieurs métropoles africaines.

* Sur la question de la parité, Elizabeth Kharono (p10) ne mâche pas ses mots à l'égard de Senorina Wendoh, déclarant que son article dans notre dernier numéro témoigne "d'une confusion indéniable sur ce qu'est le genre". Madame Kharono soutient que le vrai problème réside dans le patriarcat. Quelqu'un(e) pour la contredire ?

* Un autre sujet à débattre demande si l'élite cultivée (il s'agit ici des pasteurs) ne se servirait pas de son éducation pour défendre ses propres intérêts. La question est soulevée par Michael Ochieng Odhiambo (p12) et l'on peut imaginer qu'elle suscitera quelques réfutations savantes.

* Notre enquête sur les changements climatiques offre une série d'instantanés depuis le Soudan jusqu'à la province de Limpopo, en Afrique du Sud. Pourtant, même après énormément de recherches, on se demande encore si les habitants du Sahel feraient mieux de se munir d'un parasol ou d'un parapluie.

* Les régimes de compensation carbone sont très controversés et celui du Mont Elgon en Ouganda (pages 24-27) ne fait pas exception. Compensent-ils vraiment les volumes de gaz à effet de serre que nous continuons de rejeter dans l'atmosphère ? Chacun de nos auteurs défend âprement les couleurs de son camp.

Et la prochaine fois...

> Les plaidoyers en faveur d'un moratoire sur les biocarburants se font de plus en plus pressants car l'accélération de la monopolisation des terres arables par les cultures destinées à la production de biocarburants a contribué à des pénuries alarmantes de produits alimentaires dans de nombreux pays.

> Une évaluation plus détaillée par Serigne Mansour Tall du boom immobilier à Dakar évoqué brièvement dans ce numéro. Une croissance urbaine durable, remarque-t-il, exige la revitalisation de l'agriculture et la dynamisation des autres entreprises rurales, tandis que le développement des bourgades aiderait les villages alentours et réduirait les pressions exercées par un exode massif vers la capitale.

> Depuis l'Éthiopie, un rapport sur les mutilations génitales féminines souligne qu'il faudra un changement radical des perceptions culturelles pour que des tribus comme les Afars abandonnent cette pratique. Une étude révèle que plus de 80 % des jeunes Afars affirment qu'ils refuseraient d'épouser une jeune fille si celle-ci n'était pas excisée.

Adressez vos commentaires et suggestions d'articles à *Haramata*, Programme des Zones Arides, IIED, 3 Endsleigh Street, Londres WC1H 0DD, Royaume-Uni ou envoyez un email à drylands@iied.org